

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/9
10 novembre 2001

(01-5588)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

JAPON

Déclaration de S.E. M. Takeo Hiranuma Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie

À l'aube du XXI^e siècle, nous sommes tous réunis ici à Doha pour nous acquitter de notre importante responsabilité consistant à maintenir et à promouvoir la liberté et l'ouverture du monde d'aujourd'hui. C'est notre devoir, en tant que Ministres, de convenir d'un programme de travail global que l'OMC devrait entreprendre dès maintenant et de décider de lancer des négociations sur la base d'un programme de large portée.

Les discussions sérieuses qui ont eu lieu ces dernières années nous ont permis de comprendre qu'un système commercial libre était essentiel pour la croissance des pays en développement. En même temps, nous avons aussi apprécié la gravité des difficultés que rencontraient ces pays. Tout en accroissant notre coopération pour le renforcement des capacités, il est essentiel que nous nous rapprochions de l'objectif consistant à instituer un système commercial multilatéral dont tous les Membres peuvent également tirer profit, en prenant en compte les intérêts et les préoccupations des pays en développement Membres et en faisant le bilan des résultats obtenus jusqu'ici sur les questions liées à la mise en œuvre.

Nous devons accorder une attention particulière à un certain nombre de questions importantes, outre celle du "commerce et développement", par exemple l'environnement et la santé publique. En particulier, le rapport entre l'accès aux médicaments pour des pandémies telles que le VIH/SIDA et l'Accord sur les ADPIC est une question d'une urgence considérable.

Nous avons reçu pour mission ici à Doha de nous attaquer à ces questions de large portée et d'obtenir des résultats visibles. Nous ne pouvons pas nous permettre un deuxième échec. Depuis les événements tragiques du 11 septembre, les perspectives de l'économie mondiale sont de plus en plus incertaines. En tant que Ministres chargés du commerce, il nous faut coopérer plus étroitement pour assurer une stabilité et une prévisibilité accrues dans le commerce international et répondre aux nouveaux défis du XXI^e siècle, qui sont rendus encore plus complexes par les progrès de la mondialisation et des technologies de l'information. En d'autres termes, notre mission consiste à développer et à élargir l'OMC sur des bases plus solides.

Malgré un sentiment d'urgence aussi fort, je suis persuadé que nous serons capables de remplir cette mission. En effet, grâce aux efforts du Président du Conseil général, M. Harbinson, et du Directeur général, nous disposons déjà d'une base solide pour renforcer la coordination entre les Membres. En outre, nos discussions se déroulent dans un lieu très agréable grâce aux préparatifs minutieux accomplis par le gouvernement de l'État du Qatar.

Dans les jours qui viennent, nous nous efforcerons de lancer le nouveau cycle de négociations dans le cadre du programme de travail global en adoptant la Déclaration ministérielle. Il reste encore

plusieurs questions importantes au sujet desquelles il nous faudra parvenir à un consensus. Je pense que nous devrions tenter de faire progresser notre coordination compte tenu des points suivants:

En ce qui concerne l'agriculture et les services, un nouvel élan sera donné aux négociations déjà en cours dans ces secteurs en les intégrant toutes deux au programme de négociations de large portée. En particulier, dans le secteur de l'agriculture, il importera de confirmer à Doha le cadre des négociations à venir. Les positions des Membres dans ce domaine devraient être rapprochées lors des négociations futures.

Afin de compléter la libéralisation des échanges et de sauvegarder les avantages en résultant, il est indispensable d'apporter aux règles antidumping la clarification et l'amélioration nécessaires. Nous ne devrions pas oublier qu'une vaste majorité des Membres appuient déjà cette position.

L'investissement et la concurrence sont de nouveaux domaines d'intérêt et nous comprenons que certains Membres hésitent à aborder ces questions à l'OMC. Je pense cependant que nous devrions tenter de lancer les négociations dans ces deux domaines et faire preuve d'ambition dans le traitement de ces questions.

Je pense que nul ne nierait l'importance de la question concernant "le commerce et l'environnement". En conséquence, il faudrait poursuivre les discussions afin de parvenir à un consensus sur la façon dont il pourrait être tenu compte dans les négociations des perspectives en matière de développement durable et de préservation de l'environnement.

Il ne nous reste pas beaucoup de temps mais nous sommes parvenus jusqu'ici à réduire considérablement les questions en suspens. Je suis pleinement convaincu que tous les Ministres rassemblés ici partagent avec moi le sentiment d'urgence et le sens du devoir dont j'ai parlé au début de mon intervention. Par conséquent, en faisant preuve d'un peu plus de souplesse et en ajoutant notre propre jugement politique en tant que Ministres, je pense que nous pourrions accomplir la mission qui nous a été confiée.

Enfin, je voudrais dire que le Japon espère vivement que l'accession à l'OMC de ses voisins, la Chine et le Taipei chinois, sera approuvée et qu'il se félicite de l'arrivée de ces deux nouveaux Membres.
